



Photo : Croix-Rouge Burkinabé

Note de cadrage protection sociale : Burkina Faso

Rapport pays

Préparée par Key Aid Consulting pour la Croix-Rouge Britannique

Novembre 2022

www.keyaidconsulting.com

I. Objectif, méthodologie et résumé

Cette note vise à explorer les possibilités pour la Croix-Rouge Burkinabé (CRBF) d'établir et de renforcer les liens avec les systèmes de protection sociale existants. Le but principal de cette note est donc de fournir une description détaillée de la protection sociale et de sa mise en œuvre au Burkina Faso afin de favoriser l'intégration avec l'aide humanitaire fournie par la société nationale et guider la programmation future. L'analyse cible plus particulièrement les programmes d'assistances sociales (voir annexe 1) menées par les gouvernements aussi appelés « filets sociaux » avec une approche tournée vers la sécurité alimentaire. Un bref aperçu de la méthodologie est disponible dans le Tableau 1 et la matrice d'analyse est disponible en annexe 3.

Tableau 1: Méthodologie

Phase de démarrage	Revue documentaire
	Une revue documentaire exhaustive a été menée au Burkina Faso en utilisant les sites IFRC , Banque Mondiale et social protection , regroupant au total plus de 26 documents
Collecte de données	Entretiens qualitatifs
	15 Entretiens avec des informateurs clés ont été menés au niveau global et 9 au Burkina Faso avec 15 personnes.

Degré de maturité et réactivité aux chocs de la PS

Le degré de maturité de la protection sociale au Burkina Faso est décrit dans le **Erreur ! Source du r envoi introuvable.** en utilisant le Stress Test Banque Mondiale autour de ses trois éléments constitutifs et les données collectées auprès des informateurs clés. Le détail du degré de maturité est disponible au début de chaque section

Tableau 2: Degré de maturité de la protection sociale.

	Dimension	Latent	Naissant	Émergeant	Établi	Avancé
	Parties prenantes et institutions		+			
	Coordination et financement	+				
	Données et systèmes d'information		+			

Alignement des programmes de transferts monétaires de la CRBF avec les filets sociaux

Le design du transfert et les conditions d'éligibilité divergent entre les programmes de transferts monétaires du CRBF et les filets sociaux. Il semble cependant intéressant d'intensifier la collaboration tout en prolongeant le travail de convergence.



II. Parties prenantes et institutions

II.1. La Croix-Rouge burkinabè



La Croix Rouge Burkinabè (CRBF) possède une longue histoire de collaboration avec les services de l'état en réponse aux catastrophes. Elle est créée en juillet 1961 et travaille en étroite collaboration avec plusieurs ministères du gouvernement burkinabè. Elle est sous la tutelle du ministère en charge de l'action humanitaire et membre statutaire du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). Présente dans les 45 provinces du Burkina Faso avec un réseau de plus de 45 000 membres, et 313 personnes salariées¹. La Société nationale a pour mission de renforcer la fourniture de soins de santé et de secours en cas de catastrophe par la

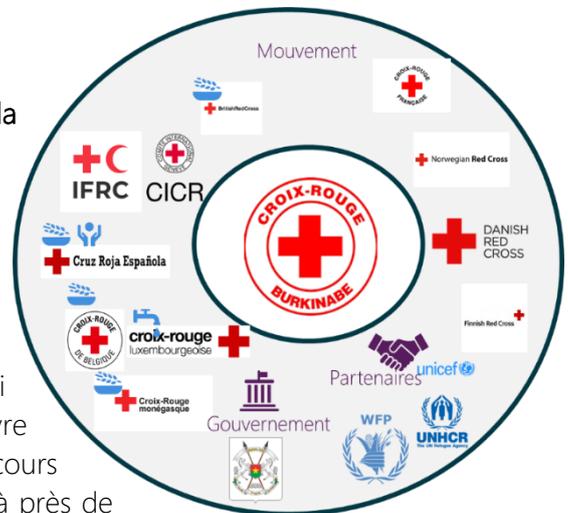
mobilisation de personnel et de volontaires. La CRBF soutient aussi le développement durable des communautés vulnérables et en ce sens travaille avec de nombreuses sociétés nationales partenaires dont 4 ont une délégation permanente comme décrite dans la Figure 1.

Figure 1: Partenariat de la CRBF² ;



Transferts monétaires

La CRBF a déjà une expérience significative dans la mise en œuvre de programmes de transferts monétaires à petite et moyenne échelle grâce au soutien de ses différentes sociétés nationales partenaires. Selon le cadre « Cash Readiness³ » la société nationale se trouve au niveau 2⁴, c'est-à-dire qu'elle est en mesure de mettre en place des programmes de transferts monétaires avec un support externe. Il existe donc des systèmes basiques, ainsi que des structures et des processus pour mettre en œuvre les programmes de transferts monétaires à l'échelle. Au cours de ces trois dernières années, La CRBF a délivré les TM à près de 33153 ménages avec un montant global distribué de 2 574 949 975 FCFA dans les secteurs de la sécurité alimentaire et moyens d'existence, la protection, le Shelter, la Wash et les Articles Ménagers Essentiels. La CRBF possède un staff dédié au transfert monétaire avec la présence d'un point focal cash, d'une personne en charge des données et du système d'information des transferts monétaires, 140 volontaires formés en TM et 29 points focaux régionaux formés dans 14 provinces. Enfin près de



¹ IFRC « Burkina Faso : IFRC country Plan », 2021 appeal MAA61004

² Selon le EPoA MDRBF017 de 2022 , [lien](#)

³ Cash Peer Working Group (CPWG) "Guidance for Mainstreaming Cash and Voucher Assistance Cash Preparedness for Effective Response", 2020

⁴ Le guide intègre 4 niveaux

200 volontaires ont été formés en collecte digitale avec ODK. Il existe un contrat-cadre avec un Prestataire de service financier et la CRBF travaille sur le recrutement d'autres prestataires.



Mécanisme de distribution

La CRBF effectue des transferts d'espèces et des distributions de coupons suivant les contextes et le type de population ciblée. La CRBF possède déjà une expérience de plusieurs années dans la distribution de coupons et l'organisation de foires aux coupons. Les contraintes locales liées à l'accès au réseau et la vulnérabilité des populations ne participent pas toujours à la faisabilité des transferts monétaires en espèce⁵. Ainsi, l'approche par distribution de coupons est une modalité souvent choisie par la CRBF dans les zones difficiles d'accès du Sahel et Centre Ouest. La société nationale utilise la plateforme Red Rose pour certaines⁶ des activités de transferts monétaires⁷ et son suivi. En effet, le système Android permet la création de cartes avec des QR codes à scanner pour le commerçant et le suivi en temps réel des coupons distribués et de leur utilisation.

Le Tableau 3, présente quatre projets intégrant des composantes de transferts monétaires que la CRBF a mis en œuvre récemment. La CRBF travaille sur des programmes de transferts monétaires à échelle variables, mais a réussi à mettre en œuvre une réponse importante grâce au projet CASA couplé aux financements ECHO qui a touché 8500 ménages pour les transferts d'urgences et 250 ménages pour les activités de soutien aux AGR. Pour l'année 2022 la CRBF a distribué des TM à 15182 ménages dont 57 % par des coupons papier ou électroniques.

Tableau 3: Quelques Projets de transferts monétaires au cours de ces 3 dernières années

Année	Nom projet	Lieu	Nb ménages ciblés	Type d'intervention	Partenaires ⁸ (bailleurs)
2020	Assistance multisectorielle aux personnes déplacées vulnérables	Centre Nord (BAM)	1500	Cash via mobile money	Croix-Rouge Monaco (UNICEF)
2020	Projet d'assistance multisectorielle d'urgence rapide en faveur des personnes déplacées internes affectées par les conflits dans les régions du Sahel et du Centre-Nord au Burkina Faso dans une perspective de protection.	Sahel (Soum)	4470	Coupon papier	CR Belgique (ECHO)

⁵ Au Sahel, Est, Centre-Nord - zones d'accès humanitaire limité – utilisation de coupons, mais pas strictement dans les autres zones

⁶ Sur le projet HIP ECHO

⁷ Quagliaro C., Charlot C., Hassane S. (2022). Évaluation finale du programme Réponse Locale en transferts monétaires à la crise régionale sahéenne affectant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, Rapport pays Burkina Faso, Croix-Rouge de Belgique.

⁸ CRL Croix Rouge du Luxembourg, CRB Croix Rouge Britannique, CRD Croix Rouge Danoise, CRE Croix Rouge Espagnole ; CRBe Croix Rouge Belge, FICR Fédération Internationale de la Croix Rouge, CRM Croix Rouge de Monaco , CRFi Croix Rouge de Finlande, CRFr Croix Rouge Française , CRNo Croix Rouge de Norvege

2021	Projet d'assistance multisectorielle d'urgence rapide en faveur des personnes déplacées internes affectées par les conflits dans les régions du Sahel et du Centre-Nord au Burkina Faso dans une perspective de protection.	Gorgadji, Dori, Pensa, Bouroum, Bourzanga	5978	Coupon électronique RED ROSE	CR Belgique (ECHO)
2021	Accord Habitat	Centre Ouest (Boulkiemdé)	78	Coupon papier	CR Lux (CRLux)
2022 -	Mouvement de population à Tougan (MDRBF016)	Boucle du Mouhoun	750	Transfert monétaire mobile : YUP	CRBe, CRL, FICR (IFRC)
2022	Hunger Crisis (MDRBF017)	Sahel, Gorom	653	Transfert monétaire mobile	CRBe, CRL, FICR, CRD, CRM, CRFi; CRFr, CRNo, (IFRC)
2022	Projet Soutien aux réfugiés maliens vulnérables, communautés hôtes et personnes déplacées internes au travers d'activités de protection et de moyens d'existence dans la région du Nord du Burkina Faso - Phase III	Nord (Titao, Ouahigouya)	490	mobile money	CRM (OIM)



Réactivité aux chocs

La Croix Rouge Burkinabé n'a pas mis en place un protocole d'action basé sur les prévisions (Forecast Based Financing), mais utilise le système DREF pour mobiliser des fonds en réponse aux inondations et aux sécheresses.



Sécurité alimentaire :

La Croix Rouge Burkinabé travaille de manière très active sur la question de la sécurité alimentaire. Au niveau du siège, il existe une coordination en charge de la Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) avec un assistant SAME. La CRBF a travaillé sur plusieurs projets d'intervention d'urgence suite à des crises alimentaires, en 2012 (MDRBF011), 2017 (MDRBF014) et 2022 (MDRBF017). Le projet CASA mentionné dans le tableau 3 intégrait aussi une composante résilience appelée relèvement qui visait à la création d'Activité Génératrices de Revenus (AGR) dans la région de Kaya et Dori. La CRBF travaille aussi avec le Centre de moyens d'existence qui apporte une assistance technique sur la mise en place des programmes liée à la mise en place d'activités

génératrices de revenus dans les communautés. Enfin le programme Sahel Hunger dans lequel s’inscrit ce projet inclut les activités suivantes (Tableau 4) pour le Burkina Faso au profit des bénéficiaires.

Tableau 4: Activités Sahel Hunger Prevention

Type d’activité	Cibles	Échelle
Sites sentinelles : Surveillance communautaire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Région en situation d’insécurité alimentaire élevée, au moins un village par commune et zone de moyens d’existence	16 sites
Activités Changement climatiques	À déterminer	

II.2. L’assistance sociale au Burkina Faso

Degré de maturité des parties prenantes et institutions : Naissant



La protection sociale n’a pour le moment pas d’ancrage institutionnel fort et le travail sur la nouvelle politique nationale de protection sociale va déterminer le nouvel arrangement institutionnel. La couverture des filets sociaux reste limitée et un travail et d’harmonisation des programmes de cohérence pour réduire la fragmentation des acteurs est encore nécessaire.

Ancrage institutionnel :

Le cadre politique pour la protection sociale a été posé en 2012, mais peine à s’imposer dans l’agenda politique du fait de la fragmentation des acteurs et de l’instabilité politique liée à la crise sécuritaire du pays. La Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) adoptée en 2012 et valable jusqu’en 2022 a formulé une vision pour la protection sociale au Burkina Faso autour de deux objectifs : (1) développer des mécanismes de protection adéquats et durables contre les chocs idiosyncratiques et exogènes grâce à des filets de sécurité ; et (2) étendre la couverture d’assurance sociale aux secteurs informel et agricole. Cette politique élaborée avant l’avènement de la crise sécuritaire concentre l’allocation des ressources autour du pilier éducation (46 % du budget) et 30% est dédié à l’assistance sociale sous forme monétaire ou en nature aux populations vulnérables. Au total ce sont environ 130 programmes qui sont inclus dans la protection sociale regroupant 20 ministères. Dans un souci de cohérence, le Burkina Faso a créé le Comité Nationale de la Protection Sociale (CNPS), mais cette dernière peine à s’imposer du fait de la fragmentation du secteur et la faiblesse du suivi de la mise en œuvre. Bien que la PNPS identifie le SP-CNPS comme le seul organisme national fournissant une orientation générale et une prise de décision en matière de protection sociale, la portée de son mandat est limitée à l’assurance sociale. La Politique assigne la responsabilité de la mise en œuvre des programmes de filets sociaux (réguliers) à la Cellule Spécialisée chargée des filets sociaux, qui opère sous la direction du MSNAH. Cependant, la Cellule n’est pas impliquée dans la mise en œuvre du programme national de l’assistance sociale et ne gère pas les filets de sécurité sensibles aux chocs. Les efforts de réponse aux chocs sont entrepris par trois agences, à savoir (i) le Conseil National de Secours d’Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), (ii) le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire (CNSA), et (iii) l’Unité d’Exécution du Projet (PIU) du PFS. Selon un informateur clé, la fragilité observée dans la coordination de la protection sociale est

corrélée avec l'instabilité politique qui entraîne des mutations de paradigmes, de ministères et de définitions des priorités. Afin de pallier ce déficit sur la composante des filets sociaux, le ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire, qui semble maintenant avoir reçu un rôle clé dans la mise en place des filets sociaux à créer un comité multisectoriel le 4 août 2022 en charge de l'élaboration du Programme National des filets sociaux.

Le projet de filet social est encore récent et possède un faible ancrage institutionnel. La mise en place d'un programme national de filet social a débuté que récemment en 2014 (aussi appelé "Burkin Naong Sa Ya") par un projet financé par la Banque Mondiale appelée Projet Pilote de Filets Sociaux (2014-2024). Ce projet a pour objectif de renforcer les revenus de ménages pauvres et d'établir les fondements d'un système de base de filets sociaux au Burkina Faso. Ce dernier a connu plusieurs vagues de restructurations et de financements additionnels en réaction aux différentes crises qu'a récemment subies le pays. Le total des financements du projet s'élève à 160 millions de dollars US et la date de clôture révisée est prévue pour 2024. La mise en œuvre des programmes de filets sociaux est gérée par la Cellule spécialisée chargée des filets sociaux, appelée Cellule Filet Sociaux (CFS), qui opère sous la direction du ministère de la Solidarité Nationale et de l'Aide Humanitaire (MSNAH). Au sein de la cellule, plusieurs bailleurs de fonds financent des programmes qui ont des designs et objectifs différents. Selon plusieurs informateurs clés, ces différences ne favorisent pas la mise en place d'une vision commune autour du mécanisme de filets sociaux qui est encore très dépendant des contraintes et volontés des bailleurs au détriment d'une appropriation par les mécanismes étatiques.

Tableau 5 : Programmes d'assistance sociale non contributive⁹

Nom du programme	Type de programme (Objectif)	Couverture Géographique région (nb communes)	Nombre de ménages bénéficiaires	Agence de pilotage
PFS (2014-2024) : Banque Mondiale	Burkin-Naong-Sa Ya <i>Réduire la pauvreté structurelle</i>	Centre-Est, Centre Nord ; Est, le Nord, le centre Ouest, Sahel, Sud-Ouest, Boucle du Mouhoun, Sahel (9/13) dans (74/359) communes.	Actuel : 125 582 ménages ¹⁰ (population hôte et déplacés internes et réfugiée ¹¹) Phase 1 (2015-2020) : 81 848 Phase 2 prévue (2020-2024) : 215 392 dont 19 942 PDI	Unité de gestion CFS
	Expansion verticale et horizontale : <i>Répondre aux chocs de soudure</i>	Nord et Centre Ouest	67 000 ménages ¹²	Unité de gestion CFS
	Composante activités productives ¹³ : <i>Transfert monétaire pour création d'AGR</i>	Nord et Centre Ouest	10 000 ménages	Unité de gestion CFS
PFS : KfW (2020-2024)	Burkin-Naong-Sa Ya <i>Sécurité alimentaire et réduire la malnutrition des femmes</i>	Sud-Ouest	15,000 ménages	Unité de gestion CFS
PFS : AFD (2021-2023)	Burkin-Naong-Sa Ya <i>Réduire la pauvreté structurelle</i>	Est (4 communes) et Ouagadougou	10,000 ménages	Unité de gestion CFS

⁹ Les projets intégrés ont des cibles de nb de récipiendaire supérieurs à 5000

¹⁰ Site projet filet sociaux, date de décembre 2021 [lien](#)

¹¹ A partir de Septembre 2022

Couverture :

Globalement la couverture des projets de filets sociaux s'améliore, mais dans un contexte de besoins croissants, la part des ménages ayant reçu des transferts monétaires réguliers est encore faible. Il existe une multitude d'acteurs et de programmes d'assistance sociale. Pas moins de 123 programmes de filets sociaux¹⁴ étaient estimés fonctionner au Burkina Faso en 2019, dont 80 % représentaient moins de 1 % des dépenses totales des filets sociaux¹⁵. Les résultats des enquêtes téléphoniques à haute fréquence (HFPS¹⁶) ont montré qu'en octobre 2020, 2,25 % des ménages échantillonnés ont déclaré avoir reçu une forme d'assistance sociale depuis le début de la pandémie de COVID-19 (mars 2020). Selon la dernière enquête de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)¹⁷, 27% de la population déclare avoir reçu des filets sociaux autour de l'accès aux soins pour les enfants et seulement 0,6% des ménages ont eu accès à au moins un transfert en cash régulier. Le site du projet de filets sociaux indique quant à lui que 12%¹⁸ de la population vulnérable a été couverte par le projet, mais il faut prendre en compte la composante dynamique. C'est-à-dire que la mise en place des filets sociaux se fait par cohorte et que certains bénéficiaires ne reçoivent plus d'assistance depuis plusieurs années¹⁹. L'incidence de la pauvreté se situe à 41% de la population totale, soit 8,4 millions de personnes ou près de 1,2 millions de ménages²⁰. Enfin la couverture géographique de communes reste limitée avec 75 des 359 communes ciblées (20%). La phase 1 s'est limitée à 4 régions (Nord Centre Ouest, Centre Est, Est) et pour la période 2020-2024 le programme vise 6 nouvelles régions (Sahel, centre, Boucle de Mouhoun, Nord, Centre Nord et Sud-Ouest) avec dans les régions les plus sensibles comme le Sahel une couverture de 3 communes sur les 26.

Cohérence des approches :

Il n'existe pas de travail de cohérence sur l'assistance sociale et la détérioration rapide de la situation du pays a priorisé la mise en œuvre de réponses d'urgence. Selon plusieurs informateurs clés, la vision de l'assistance sociale est variable suivant les acteurs et les programmes coexistent sans vraiment se compléter. Les interventions de transferts monétaires d'urgence par exemple ne font pas de lien avec l'accès aux soins ou à des programmes d'accès subventionné aux engrais ou aux bourses d'études, d'engrais ou de la nourriture subventionnée. Un informateur clé a aussi mentionné le manque de cohérence entre le niveau central et local. En effet au Burkina la présence de services sociaux au niveau des communes pourrait être un point d'entrée plus exploité pour faire converger les programmes d'assistance sociale.

Densité et diversité des partenariats

¹² Lefebvre, Matthieu Boris. Disclosable Restructuring Paper - Social Safety Net Project - P124015 (English). Washington, D.C.: World Bank Group; [lien](#)

¹³ Sensibilisation communautaire sur les aspirations et les normes sociales, la facilitation des groupes d'épargne pour les bénéficiaires, la formation transversale en gestion de base, l'initiative personnelle et l'estime de soi, l'injection d'argent, l'accompagnement à l'élaboration du plan d'utilisation de l'injection d'argent, les informations sur les prix et la demande sur le marché des biens, notamment des intrants, le suivi et accompagnement/coaching

¹⁴ Ces programmes sont ceux mis en place par le gouvernement au travers de différents ministères

¹⁵ World Bank « Stress Test »

¹⁶ Institut National de la Statistique et la Démographie (INSD) « High Frequency Phone Survey 2020-2023 Burkina Faso, 2020 – 2022 »

¹⁷ EHVCM 2018

¹⁸ Site projet filet sociaux, date de décembre 2021 [lien](#)

¹⁹ Notamment ceux du premier cycle qui ont participé entre 2015 et 2017

²⁰ EHVCM 2018

Le Burkina Faso recense un très grand nombre d'acteurs humanitaire et de développement sur la protection sociale. Le plan de réponse humanitaire 2022 recense 89 partenaires opérationnelles mobilisées sur la réponse d'urgence. Historiquement le Burkina possède aussi un fort maillage d'associations locales, avec aussi une forte présence de la CRBF qui facilitent l'accès aux zones difficiles d'accès selon plusieurs informateurs clés. Ces partenariats locaux sont mobilisés de manière très hétérogène suivant les procédures des organisations possédant des ressources. Beaucoup d'ONG internationales travaillent avec des ONG locales dans la mise en œuvre es activités surtout dans les zones avec de hauts niveaux d'insécurité. Beaucoup de programmes se reposent aussi, quand ils existent, sur les services sociaux qui sont accessibles aux populations au niveau des communes et constituent un point de connexion entre l'aide de l'état et le travail humanitaire.



III. Coordination et financement

Degré de maturité de la coordination et du financement : Latent



La coordination des différents projets de filets sociaux peine à se concrétiser et la duplication de certaines structures de la coordination humanitaire avec celles de l'état n'a pas favorisé l'harmonisation des pratiques relatives aux transferts monétaires. Le financement des programmes de filets sociaux est encore largement dépendant de l'aide extérieur et le Burkina peine à mettre en œuvre des stratégies de financements de longs termes.

III.1. Mécanisme de coordination et gouvernance

L'assistance sociale et la capacité à réagir aux chocs sont gérées par plusieurs entités qui ont des mandats qui se chevauchent. Les projets d'assistance pendant les périodes de soudure sont mis en place par trois agences, à savoir (i) le CONASUR²¹ qui dépend du MSNAH, (ii) le Conseil National de Sécurité Alimentaire²² (CNSA) qui dépend du ministère de l'agriculture, et (iii) l'Unité d'Exécution du Projet Filet Sociaux qui est logé au sein de MSNAH. Le CONASUR et la CNSA sont tous les deux en charge de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN) avec des compétences qui se chevauchent et sans hiérarchie claire entre elles, ce qui entraîne une confusion des lignes d'autorité et une inefficacité²³.

Le MSNAH joue un rôle clé dans la réponse aux catastrophes, en gérant la distribution (par l'intermédiaire du CONASUR) de l'aide en nature aux personnes et groupes vulnérables touchés par des chocs, notamment les catastrophes naturelles et les déplacements forcés. La dispersion des responsabilités s'applique également à la réponse aux catastrophes au Burkina Faso. Dans le cadre institutionnel actuel, la responsabilité dans ce domaine est répartie entre le MSNAH et le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS). Le MATDS opère sur le territoire national principalement à travers la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) et son bras opérationnel, la Brigade Nationale de Sapeurs-Pompiers (BNSP). Le manque de clarté des mandats s'est combiné à une coordination horizontale limitée entre les deux ministères qui entrave l'efficacité du leadership gouvernemental dans la planification et la mise en œuvre de la

²¹ Situé au sein du Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Aide Humanitaire

²² Dépend du Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources animales et halieutiques, MAHMRAH

²³ World Bank "Stress Testing Social Protection in Burkina Faso", Avril 2022

réponse aux chocs au Burkina Faso. Les récentes crises ont réorienté les activités du CONASUR vers la réponse à la crise humanitaire induite par le conflit en prenant notamment en charge l'enregistrement des déplacés.

Les systèmes de clusters ont été activés en 2019 au Burkina Faso, mais peine à s'imposer au niveau décentralisé avec les acteurs locaux. Les activités autour des programmes de transfert monétaires sont ainsi majoritairement gérées par le cluster de sécurité qui a des représentations décentralisées au niveau des 5 régions et gère la coordination des acteurs humanitaires sur la réponse à la crise des déplacées internes. Le CONASUR et CNSA participent à cette coordination, mais cette dernière peine cependant à s'imposer au niveau décentralisé²⁴. Les partenaires locaux et nationaux restent encore très fortement relégués à un rôle de prestataires plutôt que de réels partenaires participants aux réunions des clusters.

La coordination autour de l'harmonisation des programmes de transferts monétaires est morcelée, mais des consensus se dessinent sur l'harmonisation des transferts via des groupes de travail du cluster. Le système de cluster humanitaire a été activé que récemment en 2019 ce qui a amené à la création du Cash Working Group (CwG). À ce titre, le CwG a récemment été le lieu de discussion sur le panier de dépenses minimums (MEB). Une démarche similaire avait déjà été initiée par le Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SP-CNSA) qui travaille à définir un Panier de Résilience (PdR). Le coût du PdR étant 5 fois supérieur à celui du MEB du CwG. Afin de travailler sur l'harmonisation des deux approches, un comité technique a été établi pour harmoniser les montants et intégrer des dépenses importantes d'éducation qui n'étaient pas dans le MEB. Un autre groupe de travail nommé engagement communautaire et redevabilité (CEAwG) essaie aussi de travailler sur l'harmonisation des systèmes de gestion de plaintes au sein des programmes de filets sociaux.

III.2. Financement

L'engagement financier en faveur de l'assistance sociale par l'état du Burkina Faso augmente, mais se concentre majoritairement sur la réponse humanitaire. Les dépenses consacrées aux filets sociaux sont passées de 0,3% du PIB en 2005 à 3,2% en 2017²⁵. La plupart des dépenses de l'assistance sociale du gouvernement concernent des réponses à court terme et saisonnières à une insécurité alimentaire temporaire part de la distribution ciblée et vente de céréales subventionnées pour 50% des dépenses totales²⁶. Le plan de Soutien 2021 au Burkina Faso a été soutenu à hauteur de 28% par l'état. Pour ce qui est du financement des programmes de la cellule filet sociaux, sur les 160 millions de dollars US du projet filet sociaux, 7 millions de dollars US sont financés par l'état du Burkina Faso sous forme de prêt et 5 millions de dollars US sont financés sous forme de contribution directe. L'Agence France du Développement et la banque de développement allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) contribuent aussi au projet filets sociaux respectivement à hauteur de 17 millions d'euros (10 000 bénéficiaires) et 20 millions d'euros²⁷ (15000) bénéficiaires.

Le Burkina Faso peine à établir des mécanismes de financement plus pérennes dans le long terme pour financer la protection sociale. Les organisations humanitaires, telles que le PAM et les ONGI, dépendent encore largement des financements affectés à des activités ou des besoins spécifiques qui découlent du plan de réponse humanitaire. Avec le soutien de la Banque Mondiale le

²⁴ Oxfam "Le leadership local au Burkina Faso " Décembre 2021

²⁵ Vandeninden, F., Grun, R., and Semlali, A. (2019) 'The way forward for social safety nets in Burkina Faso', Washington, DC

²⁶ Banque Mondiale « Revue des dépenses publiques en protection sociale au Burkina Faso » Mars 2019

²⁷ Site Alliance Sahel <https://opendata.alliance-sahel.org/portfolio>

gouvernement a travaillé sur une feuille de route du financement de la protection sociale en 2023. Un travail similaire a été mené par le SP-CNPS avec le soutien de l'Union Européenne pour analyser l'espace budgétaire disponible pour mettre à l'échelle les programmes d'assistance sociale²⁸. Malgré ces études aucun plan d'action concret de financement n'a pour le moment été mis en place.

Le Burkina Faso a connu une croissance significative des fonds dédiés à la réponse humanitaire ces 5 dernières années. Selon les chiffres de OCHA et du système FTS²⁹, les fonds humanitaires reçus ont été multipliés par 8 entre 2015 (45 millions US dollars) et 2021 (382 millions US dollars). Malgré cette hausse, les besoins se font de plus en plus grands, mais les réponses aux appels varient fortement d'une année à l'autre. Pour l'année 2022 sur un appel au financement atteignant 800 millions de dollars US, 35% sont couverts en novembre 2022 contre 61% pour l'année 2020 (année du COVID-19 qui a mobilisé beaucoup de ressources)

Le Burkina Faso peine à diversifier les mécanismes de financements, mais a quand même souscrit de manière annuelle à une police d'assurance auprès de l'African Risk Capacity (ARC) pour les sécheresses. Le Burkina Faso par l'intermédiaire du système d'alerte précoce a travaillé sur le paramétrage d'un modèle de sécheresse qui déclenche des paiements suivant des niveaux d'exposition aux risques et le niveau de vulnérabilité des populations. Le Burkina Faso a participé pour la première fois au pool d'assurance via le produit ARC REPLICA en 2022 couvrant une population de 300 000 personnes³⁰. Cependant, il n'a pas reçu de paiement par ce mécanisme assurantiel pour le moment.



IV. Données et systèmes d'information - niveau pays

Degré de maturité des données et système d'information : Naissant



La coordination humanitaire et le système d'information de l'état sont en mesure de produire des analyses de la vulnérabilité et de l'exposition aux chocs de manière régulière et désagrégée. L'échange d'information notamment sur les analyses de besoins est opérationnel au niveau du système des clusters, mais la mise en place du Registre Social Unifié peine à s'opérationnaliser.

Le processus d'analyse des vulnérabilités et de l'exposition aux chocs est bien développé au niveau national et un travail important est en cours pour améliorer le processus de décentralisation. Le processus de l'analyse de l'insécurité alimentaire tourne autour du Cadre Harmonisé³¹ qui couvre toutes les régions du Burkina Faso de manière annuelle et fournit des projections utiles à la planification de la réponse humanitaire. La session 2022 a réussi à fournir une analyse couvrant la totalité du pays malgré les difficultés à accéder à certaines zones.

²⁸ SP-CNPS "Étude sur la définition d'une Stratégie de financement de la protection sociale au Burkina Faso : Mise en place du Fonds National de Protection Sociale (FNPS)" 2020

²⁹ Burkina Faso Plan de Réponse Humanitaire 2021, [lien](#)

³⁰ African Risk Capacity pool voir le [lien](#)

³¹ Outil commun aux pays de la région, développés par le CILSS, pour l'identification consensuelle des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire. L'analyse selon le CH est réalisée deux fois par an, sous la coordination de la CC/SAP (en général au mois d'octobre et au mois de mars) avec la participation d'une dizaine de services techniques nationaux et de nombreux partenaires (ONG, agences des Nations Unies...).

Le **Registre Social Unifié (RSU) n'est pas encore opérationnel et fait l'objet de nombreuses discussions**. L'ambition pour le RSU est de donner le jour à une base de données commune contenant des informations structurées et organisées sur les bénéficiaires actuels et potentiels des filets sociaux. À ce jour la base de données intègre uniquement les données du projet de filets sociaux et le registre peine à s'imposer à la coordination pour plusieurs raisons. Tout d'abord le registre a changé d'ancrage institutionnel récemment passant du SP-CNPS au MSNAH en 2019. En 2021, afin de renforcer la dynamique du registre, un secrétaire technique du RSU a été nommé par décret. Dans la foulée une étude d'évaluation des bases de données a permis de dégager différents scénarios pour assoir le plan d'action vis-à-vis du registre. Les informateurs clés de la Banque Mondiale ont assuré qu'une phase pilote est prévue pour le premier trimestre 2023, mais de nombreux informateurs clés travaillant dans le secteur humanitaire restent sceptiques. En effet, pour le moment, le registre n'est pas utilisé en dehors du projet filet sociaux.

La coordination humanitaire grâce au système des clusters est active dans l'échange d'information. De l'avis de plusieurs informateurs clés, la coordination humanitaire organisée par thématique est active dans l'échange d'information. Des informations à jour sont disponibles sur les programmes de transferts monétaires en cours, le type de mécanisme de plainte de chaque acteur ou la situation et tendance des mouvements de déplacés internes.

L'échange de données entre les ministères est encore relativement faible et plusieurs bases de données coexistent avec des fonctionnements propres. Chaque programme et ministère possède sa propre base de données le plus souvent sous format Excel, ce qui pose des questions de sécurités des données et d'interopérabilité. Pour prendre l'exemple du CONASUR et de sa base de données sur les déplacés internes, cette dernière est collectée grâce à l'outil KOBO et stockée sur un serveur du HCR. Plusieurs informateurs ont noté des blocages au niveau des requêtes faites aux directions techniques et la création d'un registre unique est présentée comme une solution par certains informateurs.



V. Alignement du design des projets de TM de la CRBF avec les filets sociaux

Tableau 6: Alignement transfert monétaire CRBF PFS

Alignement TM CRBF/PFS

		Faible		Fort	
Design	Critère d'éligibilité et conditions requises				
	Modalité du transfert, montant et fréquence et durée				

Critère d'éligibilité et conditions requises

Les modalités de ciblage entre le PFS et des activités de la CRBF divergent. En 2015, le SP/CNPS a développé une « méthodologie consensuelle » à fois en matière d'enregistrement des bénéficiaires

et de pré-identification à des fins d'assistance³². Selon plusieurs sources³³, malgré le caractère inclusif de la concertation sur l'approche avec différents acteurs, ce consensus n'est plus partagé et les outils ne sont plus utilisés à part pour les programmes de l'UNICEF. Chaque projet adopte donc son propre mécanisme de ciblage avec des variations suivant le type de populations cibles, populations hôte ou déplacée internes. Le projet travaille d'abord sur un ciblage géographique pour déterminer les villages qui bénéficient du programme et ensuite dans chaque village la méthode du Proxi Mean Test (PMT)³⁴ est utilisée sur les ménages grâce à une méthode de sondage. C'est-à-dire que suite à une enquête ménage un score est appliqué en fonction de critères prédéfinis et les ménages sont classés par degré de vulnérabilité dans la catégorie éligible ou non éligible³⁵. Ces listes sont ensuite validées au niveau communautaire. Le projet de filets sociaux n'est pas actif dans les zones à forte intensité de conflit. Pour ce qui est de la CRBF, la méthode intègre aussi une composante géographique et ensuite une composante communautaire ou les volontaires avec l'aide des personnes vivant dans les localités ont en charge de sélectionner les bénéficiaires éligibles suivant une liste de critères. Dans le cas de la réponse à la crise des déplacés internes, la CRBF travaille sur des rapports de ciblage. Ces rapports détaillent les dimensions suivantes : l'âge, le genre, le statut (famille hôte (FH) ou PDI), les niveaux de vulnérabilité par commune, la répartition des vulnérabilités (personnes en situation de handicap et types de handicap, femmes enceintes, personnes âgées, femmes allaitantes, etc.), les niveaux d'alphabétisation, d'éducation. De plus et afin de faire une distinction plus fine entre les déplacés internes, des questions sur leur provenance, leurs dates d'arrivée dans leur localisation actuelle et les raisons de leurs déplacements sont posées. Pour la composante de réponses aux déplacés internes des filets sociaux le processus de ciblage inclut une composante géographique, catégorique avec l'inclusion systématique de personnes handicapées, le PMT et la validation communautaire³⁶.

La CRBF travaille de manière systématique sur des analyses de besoins multisectoriels, ce qui n'est pas le cas du PFS. Avant de proposer un niveau d'assistance aux populations qui n'intègre pas uniquement des modalités de transferts monétaires, mais aussi une assistance en nature suivant les contextes. La capacité de la CRBF à s'adapter aux besoins des populations est une composante très importante dans un contexte où les besoins des populations vulnérables des communautés hôtes, des déplacés internes ou réfugiés changent très rapidement. Du fait de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Les PDI par exemple ont comme priorité principale des besoins alimentaires qui ne peuvent parfois pas être satisfaits par le marché ou via un transfert monétaire qui représente de trop gros risques sécuritaires.³⁷

Modalité du transfert, montant et fréquence et durée :

Les montants, les durées et modalités des transferts monétaires distribués par la CRBF et les filets sociaux divergent, mais on observe des points de convergences. Les montants des transferts pour les filets sociaux ont été fixés en 2014. La situation ayant évolué de manière importante depuis cette date, les besoins se sont significativement accrus et beaucoup d'informateurs considèrent les montants des filets sociaux comme insuffisants par rapport aux besoins. En effet le panier de

³² Le document de référence présente les étapes de l'enregistrement des personnes, fournit une définition de la définition de la vulnérabilité, et établit une liste de critères de sélection des bénéficiaires qui s'inspire de l'approche HEA, mais aussi des indicateurs de pauvreté monétaire.

³³ Kreidler Corinna et Saidou Ouedraogo « Sahel Adaptive Social Protection Trust Fund: linking humanitarian cash assistance and national social protection systems » Janvier 2022 et informateurs

³⁴ Pour une explication détaillée de la méthode voir ce [lien](#)

³⁵ Voir site du projet filet sociaux pour une description détaillée [lien](#)

³⁶ PAD 3131 « Scale-up and responding to the needs of refugees and host community's project » 2019

³⁷ Ground Truth Solutions, Burkina Faso "Assister c'est d'abord informer " Mai 2022

dépense minimum pour un ménage moyen est fixé à 131 291 FCFA/mensuelles³⁸ (MEB 2022) et la valeur du transfert multisectoriel préconisé est de 76 632 FCFA. Le PFS effectue un virement de 35 000 FCFA chaque trois mois couvrant ainsi autour de 13% des besoins multisectoriels sur une période de 3 ans³⁹ (voir tableau 8). La CRBF s’aligne sur les recommandations du CWG quant au montant à transférer. Toutefois, elle ajuste ce montant en fonction de la taille du ménage et les transferts peuvent se faire au maximum en trois tranches par espèces ou coupon et suivant la capacité du marché et les besoins des bénéficiaires. Les réponses aux crises de soudure de PFS par une expansion verticale et horizontale intègre un montant total similaire à la CRBF car deux virements de 35 000⁴⁰ FCFA effectuées pendant la période de soudure à deux mois d’intervalle portant le total du transfert à 70 000 FCFA.

Le PFS utilise majoritairement des transferts monétaires en espèce comme modalité de paiement.

La CRBF est une des seules organisations à proposer des coupons quand cela est pertinent. Selon le Cash Working Group au Burkina Faso, la plupart des transferts monétaires se font par des paiements en espèce⁴¹ (92 %) et une minorité (7%) par des coupons. La CRBF est en capacité d’utiliser plusieurs modalités de réponses de transferts monétaires en utilisant des prestataires de services financiers effectuant des paiements mobiles et/ou en utilisant des modalités de coupon. Le PFS utilise uniquement des paiements mobiles et possède des contrats-cadres avec trois prestataires de services financiers qui sont Orange, MOOV Africa et WIZALL. Les paiements mobiles possèdent des avantages non négligeables en termes de coût de mise en œuvre, mais plusieurs informateurs clés ont reportés que pour certains programmes ciblant les déplacées internes près de 20% des fonds transférés n’avaient pas été retirés⁴². Selon ces informateurs deux raisons principales sont invoquées, l’identification incorrecte des déplacées internes et la mobilité de ces derniers qui a causé des problèmes liés à l’accès au réseau ou la perte des téléphones avec les cartes SIM.

³⁸ MEB 2022, [lien](#)

³⁹ A l’origine, L’UNICEF a calculé sa valeur en partant de l’hypothèse que 20% des besoins d’un ménage doivent être couverts, en utilisant les données statistiques de l’Enquête Multisectorielle Continue (Living Standards Measurement Study) de 2014.

⁴⁰ la quantité était censée être suffisante pour un régime alimentaire fournissant 2 100 kcal par personne et par jour.

⁴¹ Cash Working Group Burkina Faso “ Les interventions en transferts monétaires : Qui, Fait quoi, Où, Comment (4W) » janvier - mars 2022 [lien](#)

⁴² L’équipe n’a pas pu trouver de documents expliquant le phénomène dans les détails. Afin de garder l’anonymat des informateurs il n’est pas possible de révéler quel programme en particulier a fait face à ces difficultés

Tableau 7: Détails des programmes PFS et CRBF

		PFS régulier (WB)	PFS : Expansion verticale et horizontale (WB) :	PFS (AFD)	CRBF 2022 : Burkina Faso food insecurity: (MDRBF017)
	Besoins couverts	Multisectoriel	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire et nutrition des enfants et femmes enceintes	Alimentaire et nutritionnel pour deux mois
Design du transfert	Type de ciblage	Trois tiers : géographique, communautaire	Trois tiers : géographique, communautaire	Trois tiers : géographique, communautaire	Géographique et selon critères de vulnérabilités
	Valeurs	35 000 FCFA /ménage	35 000 FCFA /ménage	45 000 FCFA /ménage	150 000 FCFA /ménage
	Fréquence	Trimestre	Mois	Trimestre	Une fois
	Durée	36 mois	Octobre et décembre 2021	36 mois	Une fois
	Conditionnalité	Inconditionnel	Inconditionnel	Inconditionnel	Inconditionnel
	Modalité	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce/coupons

	Mécanisme de distribution	de	Monnaie électronique et paiement direct	Monnaie électronique et paiement direct	Monnaie électronique et paiement direct	Monnaie électronique ,coupon
	Inclusion des populations réfugiées/PDI	des	Oui	Oui	Oui	Oui



VI. Alignement du système de distribution des projets de TM de la CRBF avec les filets sociaux

PFS		Alignement TM CRBF/PS			
		Faible			Fort
Design	Sensibilisation	■			
	Enregistrement/ sélection		■		
	Paielement			■	
	Gestion des plaintes			■	
	Protection		■		
	Suivi évaluation		■		
	Système d'information	■			

Sensibilisation : La sensibilisation est un des points forts de la CRBF qui grâce à son réseau dense de volontaires issues des communautés mobilise rapidement des équipes entrainées dans les communautés grâce à l'approche Engagement communautaire et Redevabilité (CEA). La CRBF est aussi un acteur actif du groupe de travail d'engagement communautaire et redevabilité et a présenté les résultats de l'approche CEA en 2021 dans ce cadre. Pour ce qui est du projet filets sociaux la communication semble moins clairement définie. Plusieurs sources mentionnent⁴³ que les mécanismes de communication pour la sensibilisation pourraient être améliorés notamment en adaptant la communication pour toucher les personnes le plus vulnérables qui ne savent pas lire et ont du mal à comprendre les messages qui ne sont pas disséminés en langue locale. La question de la compréhension du ciblage devient un sujet important en termes de redevabilité envers les populations car selon l'étude de Ground Truth Solution (GTS) publiée en 2022⁴⁴, seulement 34% des personnes interrogées se sentent informées au sujet de l'aide disponible et la plupart des répondants pensent que le processus de ciblage n'est ni clair ni juste.

Enregistrement/Sélection : Pour la CRBF, l'enregistrement des bénéficiaires se fait directement par les volontaires une fois le processus de ciblage fini. L'avantage de la présence des volontaires est qu'ils peuvent aller chercher dans les communautés les ménages les plus vulnérables directement et les aider à s'enregistrer. Cette flexibilité est d'autant plus pertinente pour le travail avec les populations de déplacées internes qui sont très hétérogènes et vulnérables. Pour le projet PFS, le ciblage et enregistrement se fait par vague. Les cohortes de bénéficiaires suivent un processus d'enquête qui débouche sur un test PMT et une validation communautaire. Une fois les bénéficiaires

⁴³ World Bank "Stress Testing Social Protection in Burkina Faso", Avril 2022 et entretiens

⁴⁴ Ground Truth Solutions Burkina Faso "Assister c'est d'abord informer" Mai 202 [lien](#)

sélectionnées, c'est le prestataire de services financiers qui soutient le processus d'enregistrement via la distribution des cartes SIM. Le projet distribue aussi des téléphones aux personnes n'en possédant pas. L'enregistrement des bénéficiaires nécessite un certificat de naissance ou une pièce d'identité, cette condition couplée au fait que les mécanismes de communications ne sont pas toujours adéquats augmente le risque d'exclusion des personnes vulnérables. Le processus actuel d'enregistrement ne permet pas une grande flexibilité et en cas de choc le système n'est pas en mesure d'ajouter des bénéficiaires de manière flexibles⁴⁵. La question de l'enregistrement et de son inclusivité se pose de manière encore plus prégnante lors de l'enregistrement des bénéficiaires déplacés internes qui sont généralement déjà enregistrés par la plateforme du CONASUR, mais ne possède que rarement des papiers d'identité.

Paiement : Le paiement des bénéficiaires pour les projets de filets sociaux se fait par un transfert monétaire via paiement mobile. Trois prestataires de services financiers qui couvrent presque tout le pays travaillent avec le projet de filets sociaux. Pour ce qui est de la CRBF, elle utilise majoritairement les systèmes de coupons qui nécessitent quand même l'accès au réseau pour les vendeurs. Les paiements mobiles constituent aussi une modalité possible dans les zones pertinentes. Pour le projet de mouvement de population dans le Tougan par exemple, la CRBF a travaillé avec YUP⁴⁶ qui n'est pas un des PSF du PFS.

Protection : La CRBF en tant qu'acteur humanitaire met un accent particulier sur la protection. La CRBF a mis en place plusieurs processus pour s'assurer de respecter les principes de "ne pas nuire" et de protection centrée autour de la validation des critères de ciblage avec les communautés. Le suivi de la situation sécuritaire et les études de marché en amont ont aussi permis d'ajuster le programme dans ses modalités d'aide pour éviter les risques de protection dans les zones où donner des paiements directement aux bénéficiaires représenterait un risque. Le projet PFS n'a pour le moment pas intégré les questions de protection relatives aux Violences basées sur le genre (VBG) dans le programme et le mécanisme de gestion des plaintes.

Gestion des plaintes et retour d'information : Les mécanismes de gestion des plaintes sont existants pour les deux programmes avec des composantes similaires relatifs aux numéros verts, comité de plainte et point focaux, mais il semble que ces mécanismes soient plutôt tournés vers la redevabilité bailleur qu'une redevabilité des bénéficiaires⁴⁷. En effet, l'enquête GTS indique que 38% des personnes ont connaissance d'un mécanisme de plainte. De plus, la multiplicité des mécanismes de plaintes crée de la confusion chez les bénéficiaires. Plus spécifiquement, la CRBF possède déjà une expérience significative dans la mise en œuvre de mécanisme de plaintes et retour d'information. Dans le programme CASA⁴⁸ au cours de la mise en œuvre du projet, environ 198 appels ont été reçus, tous traités et résolus, dont sept qualifiés de graves ou sensibles. Ainsi, 100% des plaintes graves ou sensibles enregistrées ont été traitées et ont reçu une réponse. En 2021, la CRBF a mis en place des comités de remontée d'informations composés de membres de la communauté. Cependant, ces plaintes ne sont pas formellement enregistrées et de manière générale, il n'existe pas encore au sein de la CRBF d'outil de synthèse regroupant l'ensemble des plaintes et retours des bénéficiaires. La CRBF a aussi inclus des questions relatives au mécanisme de plainte dans les enquêtes post-distribution conduite auprès des bénéficiaires. Enfin un numéro vert est aussi mis à la disposition des communautés. Malgré ces process en place, les communautés déclarent être

⁴⁵ World Bank "Stress Testing Social Protection in Burkina Faso", Avril 2022

⁴⁶ YUP est service de compte de monnaie électronique de la Banque Société Générale et qui s'appuie sur les opérateurs de téléphonies mobiles

⁴⁷ CEAWG « Atelier de travail du groupe de travail engagement communautaire et redevabilité » Mars 2022

⁴⁸ Quagliaro C., Charlot C., Hassane S. (2022). Évaluation finale du programme Réponse Locale en transferts monétaires à la crise régionale sahéenne affectant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, Rapport pays Burkina Faso, Croix-Rouge de Belgique.

toujours réticentes à utiliser ces mécanismes⁴⁹. Au niveau de la coordination humanitaire, le CEAWG a aussi travaillé sur des procédures standard et défend l'idée de mécanismes communs qui permettraient de faciliter la remontée d'information unifiée auprès de tous les acteurs humanitaires. La CRBF est un membre actif du CEAWG et a présenté les résultats d'un projet de dialogue communautaire dans le BAM⁵⁰. Le PFS a aussi mis en place un numéro vert dédié ainsi que créé des comités de plainte au niveau local, mais à ce jour, la plupart des plaintes reçues dans le cadre du PFS concernent le non-fonctionnement des cartes sims⁵¹.

Suivi évaluation : Le projet PFS intègre un système de suivi évaluation plus avancée que la CRBF du fait du budget significatif dédié à cette activité. En termes de suivi évaluation le PFS intègre les activités suivantes : une enquête indépendante de satisfaction des bénéficiaires, une évaluation d'impact, une évaluation de processus, des rapports de terrain des partenaires de mise en œuvre et une enquête qualitative. La CRBF met aussi en place des systèmes de suivi évaluation qui dépendent de la taille des projets et des fonds alloués à cette activité. Il existe cependant des capacités internes pour collecter les données et les analyser comme le montrent les résultats de l'évaluation du projet CASA qui mentionne l'utilisation systématique de PDM par la CRBF⁵². En ce qui concerne les évaluations, elles sont plutôt mises en œuvre par des organismes indépendants en fin de projet et mêlent des approches qualitatives et quantitatives.

Système d'information : Le projet PFS a développé son propre système d'information. La gestion des différentes composantes adaptatives nécessite une révision du système d'information qui sera réalisé en 2023. La CRBF utilise le système Red Rose comme système d'information centralisé.

⁴⁹ Ibid

⁵⁰ CEAWG Février 2022 [lien](#)

⁵¹ CEAWG « Atelier de travail du groupe de travail engagement communautaire et redevabilité » Mars 2022

⁵² Quagliaro C., Charlot C., Hassane S. (2022). Évaluation finale du programme Réponse Locale en transferts monétaires à la crise régionale sahéenne affectant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, Rapport pays Burkina Faso, Croix-Rouge de Belgique.

VII. Opportunités d'intégrations et risques

La convergence des programmes de transferts monétaires de la CRBF et des filets sociaux n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de mieux répondre aux besoins structurels et cycliques dans un environnement où les ressources sont limitées. Une convergence efficace, soutenue par une approche collaborative et participative, est considérée comme un moyen de réduire le temps de réponse et d'augmenter ensuite l'efficacité.

Point d'entrée	Opportunités	Risques	Point de contact
Accompagnement du volet mesures productives	Le projet filets sociaux intègre une composante mesures productives qui est mise en place par les ONG's. La CRBF ayant déjà une expérience dans l'accompagnement des bénéficiaires sur la création d'activités de moyens d'existence pourrait mettre en œuvre cette composante dans certaines régions avec l'appui des volontaires.	Certaines activités de mesure productives pourraient être trop complexes à mettre en œuvre pour le réseau de volontaire et demander des formations significatives.	CFS/ Banque Mondiale
Soutenir la phase de ciblage et d'enregistrement des filets sociaux surtout pour les PDI	Le ciblage est une activité importante qui demande une bonne sensibilisation des populations et une présence dans les communautés. La CRBF dispose d'un avantage comparatif qui prend appui sur son réseau de volontaires pour apporter son expertise dans la mobilisation communautaire et appuyer en partie le dispositif des filets sociaux sur le terrain en servant de points de relais aux comités locaux.	Maintenir le principe de neutralité de la CRBF dans les zones de conflits	Banque Mondiale/ CONASUR
Soutenir la création du RSU et sa mise à jour vis-à-vis des PDI	Plusieurs options sont sur la table pour mettre en place le RSU. Dans toutes les options, la question de la mise à jour des ménages déplacés se pose avec beaucoup d'insistance. La CRBF ayant travaillé avec les populations déplacées et ayant des activités dans les régions où le gouvernement à un faible accès pourrait aider à la mise à	L'évolution rapide de la sécurité ne permet pas toujours l'accès à certaines zones et il faudrait veiller à ne pas augmenter les risques de sécurité pour les volontaires lors de cette phase. De plus être associé directement à	CONASUR/ MSNAH

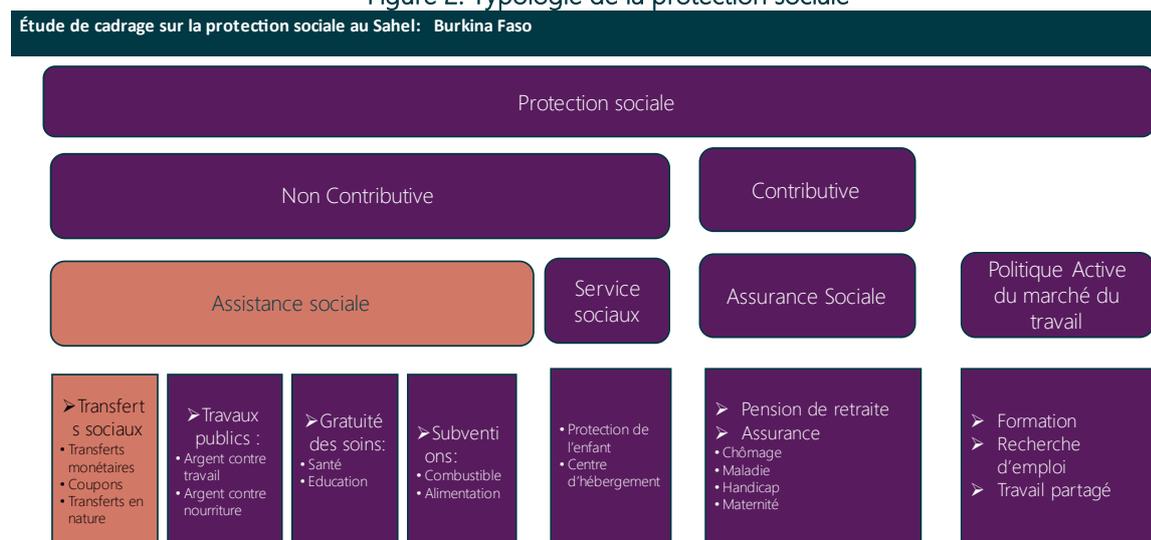
	jour sur ce volet en partenariat avec le CONASUR qui travaille sur une base de données similaire des PDI.	l'état dans certaines zones pourrait augmenter les risques de sécurités pour les volontaires.	
Trouver de synergies avec la stratégie de réponse aux chocs pendant la période de soudure du projet filets sociaux	Il serait utile que la CRBF définisse des actions de synergie avec le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) pour renforcer la coordination des interventions dans certaines zones à accès limité par exemple. Augmenter la couverture de l'aide via un accès aux zones où l'état est peu présent pourrait être un point d'entrée important.	Cette assistance dans les zones difficiles d'accès ne doit pas se faire au détriment de la sécurité des volontaires.	CONASUR
Trouver des synergies avec la réponse concernant les déplacés internes	Les transferts monétaires par mobile ne sont pas toujours les modalités les plus pertinentes pour les déplacés internes. Des transferts monétaires sont parfois faits sans que les déplacés ne retirent les fonds (près de 20% de fonds non retirés sont enregistrés par les programmes encours). Il faut revoir le mécanisme d'enregistrement et d'assistance aux déplacés internes pour éviter la non-exécution des fonds mobilisés. La CRBF avec son expérience de distribution de coupons pourrait proposer une complémentarité importante dans certaines zones du projet.	Sécuritaire dans l'accès à certaines zones pour les volontaires. Difficultés de mettre en œuvre des systèmes de coupons sans étude détaillée en amont.	CFS / Banque Mondiale / CONASUR

VIII. Annexes

VIII.1. Annexe 1: Définition de la protection sociale

Le concept de **protection sociale** englobe une multitude de programmes et dispositifs qui sont pilotés par des institutions différentes à plusieurs moments du **cycle de vie** des populations. À ce titre, il est important de fixer la définition de la protection sociale et de délimiter les contours de cette dernière pour la présente étude. La figure 1 représente la typologie communément admise de la protection sociale. Cette dernière inclut donc deux piliers importants qui sont la **protection sociale non contributive** englobant l'assistance sociale et les services sociaux et la **protection sociale contributive** incluant les assurances sociales, type chômage, maladie ou handicap. Dans cette dernière catégorie, les bénéficiaires doivent contribuer au système pour ouvrir des droits. Enfin les **politiques actives du marché du travail** font aussi partie de la protection sociale, mais ne seront pas inclus dans le cadre de cette étude.

Figure 2: Typologie de la protection sociale⁵³



Source: adaptation de O'Brien, C., Scott, Z., Smith, G., Barca V., Kardan, A., Holmes, R., Watson, C. and and Congrave, J. 'Shock-Responsive Social Protection Systems Research: Synthesis Report'. Oxford Policy Management, 2018.

La présente étude se focalisera sur les programmes d'assistance sociale gouvernementaux (cases en orange dans la figure 1), aussi nommés filets sociaux⁵⁴ dans la région du Sahel quand piloté par les gouvernements.

⁵³ O'Brien, C., Scott, Z., Smith, G., Barca V., Kardan, A., Holmes, R., Watson, C. and and Congrave, J. 'Shock-Responsive Social Protection Systems Research: Synthesis Report'. Oxford Policy Management, 2018. <https://www.opml.co.uk/files/Publications/a0408-shock-responsive-social-protection-systems/srsp-synthesis-report.pdf?noredirect=1>.

⁵⁴ Les interventions générales en matière de soins de santé et d'éducation ou les subventions générales aux prix à la consommation (y compris les subventions à l'énergie, à l'électricité et à l'alimentation) ne sont pas considérées comme faisant partie des filets sociaux (question d'une novice : pourquoi ?)

VIII.2. Annexe 2: Éléments d'appréciation du Stress Test

Ces éléments de jugements ont été utilisés pour situer le degré de maturité de la protection sociale sur un continuum. Le présent projet a utilisé comme base théorique le guide stress test⁵⁵, mais a réorganisé les éléments constitutifs afin de pouvoir suivre la matrice d'analyse en annexe3.

Élément Constitutif	Latent	Naissant	Émergeant	Établi	Avancé
 <p>Parties prenantes et institutions</p>	Le gouvernement n'a pas de programmes substantiels la plupart de l'assistance sociale est couverte par les ONG et des donateurs et couverture limitée de la SP, conduisant à de faibles niveaux de résilience parmi sa population	Rôle et responsabilités limitée et peu claire sur la réponse aux chocs. Le gouvernement a quelques programmes avec une couverture limitée, qui restent non coordonnés et limitant ainsi la résilience	Rôles et responsabilités clairement attribués Le gouvernement a des programmes pertinents niveau national et une certaine couverture qui peut promouvoir la résilience	Rôles reconnus et responsabilités de chaque organisme pour répondre aux différents chocs bien que certaines lacunes et des faiblesses subsistent. Importante couverture de la PS par des programmes nationaux de la sécurité, et des moyens d'existence qui assurent une forte résilience de la population	Rôles reconnus et responsabilités pour tous les chocs. Forte couverture des filets sociaux et programmes de moyens d'existence offrant un ensemble d'interventions, et une grande complémentarité pour s'assurer que la population est très résiliente aux chocs.
	Le gouvernement n'a pas de stratégie de financement et pas ou faible engagement de	Stratégie et analyse des coûts des filets sociaux en cours de développement.	Une stratégie de financement des filets sociaux et de la réduction des risques et	Stratégie existante des filets sociaux et de la gestion des risques et des	Stratégie de financement existante et mise à jour régulièrement

⁵⁵ World Bank "Stress Testing Social Protection – A rapid appraisal of the adaptability of social protection systems and their readiness to scale-up", 2022

<p>Financement et coordination</p>	<p>financement pour risque de catastrophe, les besoins et allocations sont déterminés après l'événement, sans aucune directive sur le déboursement, manque de rôles assignés et responsabilités</p>	<p>Aucun financement du risque de catastrophe, en place pour les filets sociaux. Besoins de financement après l'événement et nécessitant une réaffectation budgétaire et vulnérable aux retards. Coordination fragmentée autour de la protection sociale et les acteurs du GRC</p>	<p>catastrophe est en place avec des fonds dédiés à la réponse aux chocs pour les filets sociaux Coordination en particulier pour certains choc(s) bien que certains chevauchements et lacunes subsistent</p>	<p>catastrophes. Engagements financiers pour garantir une réponse rapide, existence d'une gamme d'instruments prépositionnés</p>	<p>Portefeuille de financement diversifié pour assurer une couverture complète de différents chocs et flexible aux nouveaux chocs. Forte coordination entre tous les acteurs pertinents acteurs de la PS et de la GRC sans retard ni tout chevauchement</p>
<p> Données et systèmes d'information</p>	<p>Registre n'est pas adéquates : Couverture très faible Des registres/listes qui sont fragmentés et pas adéquats pour cibler</p>	<p>Registre quelque peu adéquat : Registres/bases de données de couverture est limitée à un maximum de 50 pour cent des potentielles populations dans le besoin et quelques</p>	<p>Registre couvrent entre 50 à 70% des potentielles populations en besoin avec quelque peu données améliorées, particulièrement dans zones sujettes aux chocs, mais Interopérabilité encore limitée et</p>	<p>Registres/bases de données est généralement adéquates à travers les chocs : couvre(nt) la plupart des populations potentiellement impactées. Couverture des zones sensibles aux chocs et un haut degré élevé</p>	<p>Registre est entièrement suffisant pour répondre à tous les chocs : intégré au registre/ bases de données couvrant presque toute population et peuvent être mises à jour fréquemment sur demande et être</p>

		zones sujettes aux chocs couverts. Limite de la capacité d'expansion via des bases de données non gouvernementales	certaine fragmentation reste	de fiabilité et précision	utilisées à travers de multiples chocs
--	--	---	---------------------------------	---------------------------	--

VIII.3. Annexe 3: Matrice d'analyse

Élément constitutif	Composante	Question de recherche	
Niveau pays			
1.Parties prenantes et institutions (niveau pays)	1.1 – Capacités des sociétés nationales en termes de transferts monétaires et SAME	1.1.1	Quelle est la capacité organisationnelle/intervention de la SNH en termes de TM
		1.1.2	Quelle est la capacité de la SNH en termes de sécurité alimentaire (nb de projets, staff dédié) ?
	1.2 - Capacité des gouvernements et maturité du système de protection sociale	1.2.1	Quelle est la solidité de l'ancrage institutionnel de la protection sociale et le niveau de leadership pays dans la priorisation des objectifs
		1.2.2	Quelle est la couverture de la protection sociale dans le pays
		1.2.3	Quelle est la cohérence de l'articulation de la politique de protection sociale entre les ministères et secteurs
		1.2.4	Quelle est la densité et diversité des partenariats sur la protection sociale
	2.Coordination et financement (niveau pays)	2.1Prépositionnement des fonds	2.1.1
2.1.2			Quel est le niveau d'existence de financement de longs termes
2.1.3			Quelle est l'utilisation de police d'assurance catastrophe climatique privée
2.2 Mécanisme de coordination		2.2.1	Dans quelle mesure la coordination nationale a-t-elle identifié les avantages comparatifs des acteurs par secteur et notamment sur la SAME

		2.2.2	Quel est le niveau de formalisation de la coordination entre les filets sociaux et autres acteurs nationaux et internationaux via des MoU ?
3 : Données et systèmes d'information (niveau pays)	3.1 Système d'information sur la protection sociale et registre unique	3.1.1	Dans quelle mesure le système de protection sociale arrive à combiner l'évaluation de la vulnérabilité, sécurité alimentaire avec celles des expositions aux risques pour une meilleure compréhension de la répartition spatiale de la vulnérabilité aux chocs
		3.1.2	Dans quelle mesure le registre social est aligné avec les 5 critères suivants (Complétude, pertinence, qualité, mise à jour et accessibilité)
		3.1.3	Dans quelle mesure le mécanisme d'enregistrement du registre unique intègre des indicateurs de la SAME,
	3.2 Closets de protection des données	3.2.1	Dans quelle mesure les ministères en charge de la mise en œuvre des programmes de protection sociale s'échangent des données
		3.2.2	Dans quelle mesure il existe des procédures formelles d'échange de données entre le gouvernement et les ONG en charge de la mise en place des programmes
	Niveau projet		
4 : Design des projets CVA (niveau projet)	4.1 Méthode de ciblage	4.1.1	Dans quelle mesure le système de ciblage individuel est inclusif et aligné aux standards humanitaires ?
		4.1.2	Dans quelle mesure des études de vulnérabilité et risque sont réalisées au préalable pour choisir les localités d'intervention
	4.2 Design du transfert	4.2.1	Dans quelle mesure le programme offre une aide suffisante en termes de montant, fréquence et durée
		4.3.1	Dans quelle mesure les modalités de transferts utilisées sont alignées avec celles utilisées par la SN ?
	4.3 Modalité du transfert	4.3.1	Dans quelle mesure les modalités de transferts utilisées sont alignées avec celles utilisées par la SN ?
	4.4 Inclusion des populations vulnérables	4.4.1	Dans quelle mesure le programme inclut les populations vulnérables qui sont aussi bénéficiaires des activités de la SN ?

5 : Système de distribution (niveau projet)	5.1 Sensibilisation	5.5.1	Est-ce que les campagnes de sensibilisation sont alignées avec les SOP et procédures de la SNH pour atteindre les personnes vulnérables ?
	5.2 Enregistrement	5.5.2	Est-ce que les méthodes d'enregistrements sont alignées avec les pratiques de la SNH ?
	5.3 Sélection	5.5.3	Est-ce que les méthodes de sélection suite à l'enregistrement sont alignées avec les pratiques de la SNH en termes de CEA ?
	5.4 Paiement	5.5.4	Est-ce que la méthode de paiement est alignée avec les capacités de la SNH?
	5.5 Gestion des plaintes	5.5.5	Est-ce que les mécanismes de gestion des plaintes sont alignés avec les pratiques de la SNH?
	5.6 Protection	5.5.6	Est-ce que l'approche de protection est alignée avec les pratiques de la SNH?
	5.7 Suivi évaluation	5.5.7	Est-ce que le suivi d'évaluation est aligné avec les pratiques de la SNH?
	5.8 Système d'information	5.5.8	Est-ce que le mécanisme de gestion de l'information est aligné avec les pratiques de la SNH?

VIII.4. Annexe 4: Réponse de la société nationale

La convergence des programmes de transferts monétaires de la CRBF et des filets sociaux n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de mieux répondre aux besoins structurels et cycliques dans un environnement où les ressources sont limitées. Une convergence efficace, soutenue par une approche collaborative et participative, est considérée comme un moyen de réduire le temps de réponse et d'augmenter ensuite l'efficacité. Ce tableau rend compte de la réponse des sociétés nationales aux points d'entrées proposées.

Point d'entrée	Opportunités	Niveau de priorité de 1 à 5	Commentaires CRBF
Accompagnement du volet mesures productives	Le projet filets sociaux intègre une composante mesures productives qui est mise en place par les ONGs. La CRBF ayant déjà une expérience dans l'accompagnement des bénéficiaires sur la création d'activités de moyens d'existence pourrait mettre en œuvre cette composante dans certaines régions avec l'appui des volontaires.	4	Avec son assise communautaire et son expérience, la CRBF pourrait en effet contribuer à la mise en œuvre efficace des projets de renforcement de moyens d'existence surtout dans les zones à accès difficile. La CRBF pourrait par exemple contribuer à l'identification des AGR pertinentes et porteuses mais aussi au suivi des bénéficiaires par les volontaires formés dans la mise en œuvre de leurs activités de moyens d'existence dans les localités inaccessibles aux agents des services étatiques.
Soutenir la phase de ciblage et d'enregistrement des filets sociaux surtout pour les PDI	Le ciblage est une activité importante qui demande une bonne sensibilisation des populations et une présence dans les communautés. La CRBF dispose d'un avantage comparatif qui prend appui sur son réseau de volontaires pour apporter son expertise dans la mobilisation communautaire et appuyer en partie le dispositif des filets	4	La CRBF a effectivement beaucoup d'expérience dans le ciblage et la mobilisation communautaire qu'elle pourrait mettre au profit des projets filets sociaux. En effet, elle dispose d'un data manager pour la conception des questionnaires, le suivi et la gestion des collectes de données, d'un responsable de la mobilisation communautaire ainsi que d'un

	<p>sociaux sur le terrain en servant de points de relais aux comités locaux.</p>		<p>point focal CEA et de volontaires bien formés pour la collecte de données.</p>
<p>Soutenir la création du RSU et sa mise à jour vis-à-vis des PDI</p>	<p>Plusieurs options sont sur la table pour mettre en place le RSU. Dans toutes les options, la question de la mise à jour des ménages déplacés se pose avec beaucoup d'insistance. La CRBF ayant travaillé avec les populations déplacées et ayant des activités dans les régions où le gouvernement à un faible accès pourrait aider à la mise à jour sur ce volet en partenariat avec le CONASUR qui travaille sur une base de données similaires des PDI.</p>	2	<p>La CRBF pourrait contribuer à la mise en jour du RSU par l'entremise de ces volontaires, surtout dans les localités d'accès difficile par les agents des structures étatiques. L'association Etat- CRBF pourrait comporter des risques de sécurité pour les volontaires dans les zones à fort défis sécuritaire</p>
<p>Trouver des synergies avec la stratégie de réponse aux chocs pendant la période de soudure du projet filets sociaux</p>	<p>Il serait utile que la CRBF définisse des actions de synergie avec le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) pour renforcer la coordination des interventions dans certaines zones à accès limité par exemple, Augmenter la couverture de l'aide via un accès aux zones où l'état est peu présent pourrait être un point d'entrée important.</p>	3	<p>La CRBF, via ses financements, pourrait aussi contribuer à augmenter la cagnotte à distribuer en tenant compte des recommandations du CWG.</p>
<p>Trouver des synergies avec la réponse concernant les déplacés internes</p>	<p>Les transferts monétaires par mobile ne sont pas toujours les modalités les plus pertinentes pour les déplacés internes. Des cash transferts sont parfois faits sans que les déplacés ne retirent les fonds (près de 20% de fonds non retirés sont enregistrés par les programmes encours). Il faut revoir le mécanisme d'enregistrement et d'assistance aux déplacés internes pour éviter la non-exécution des fonds mobilisés. La CRBF avec son expérience de distribution de coupons</p>	3	<p>La CRBF en plus du mobile money utilise d'autres mécanismes de distribution :</p> <p>La plateforme RED ROSE qui permet de suivre la distribution à temps réel</p> <p>La distribution offline qui permet de pallier les difficultés de retrait d'argent</p>

	pourrait proposer une complémentarité importante dans certaines zones du projet.		Possibilité de synergie avec des programmes de courte durée dans certaines zones
--	--	--	--

VIII.1. Annexe 5: Liste des informateurs clés au Burkina Faso

	Structure	Poste	Nom
1	Banque Mondiale	Expert protection sociale	Diane Antoinette KIEMDE TRAORE
2	Banque Mondiale	Expert inclusion économique	Cheick Sidi Mohamed Drabo
3	Banque Mondiale	Expert en coordination institutionnelle et stratégique	Geoffrey Beaumelin
5	Croix Rouge Burkinabè (CR BF)	Coordinatrice SAME	Hortense Sombie
6	Croix Rouge Burkinabè (CR BF)	Assistant SAME	Adama dembelé
7	Croix Rouge Burkinabè (CR BF)		Moumini SAVADOGO
8	Danish Refugee Council (DRC)	Coordinateur sécurité alimentaire et relèvement économique	Adama TRAORE
9	Ministère de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire (MFSNFAH)	Coordonateur PFS	M. ZABSONRE Emile
10	SP/CNPS	: Inspecteur des Impôts/ Chargé de mission/MINEFID	SAVADOGO Saïdou
11	UNICEF	Chef Politiques Sociales	Chrystian R. Solofo-Dimby
12	UNICEF	le Chef des opérations et Urgence	Nicoletta CONFALONE
13	UNICEF	chargé de protection de l'enfance	, M. SANKARA KARIM
14	UNICEF	Spécialiste protection de l'enfance	M. OUEDRAOGO Pingdwindé Aimé
15	ECHO	Assistant technique	BARBIER Patrick

KEY
AID
CONSULTING